



Rassemblement des Forces Politiques et Sociales de la R.D.C. Acquisés au Changement



COMMUNIQUE DE PRESSE

A l'invitation de Monsieur MOUSSA FAKI, Président de la Commission de l'Union Africaine, une délégation du Rassemblement l'a rencontré au siège de l'Union africaine à Kinshasa, le 28 septembre dernier ;

Monsieur FAKI a souligné qu'il était venu à Kinshasa pour s'enquérir de l'évolution du processus politique en RDC, en écoutant toutes les parties. Il a plaidé pour l'apaisement ;

En réponse, la délégation du Rassemblement a réaffirmé ce qui suit :

1. La Constitution de la République a organisé les mécanismes de conquête, d'exercice et de dévolution du pouvoir politique en RDC ; et ce, au moyen de l'organisation régulière des élections crédibles ;
2. Par divers subterfuges, Monsieur Kabila s'est évertué à créer des conditions pour ne pas organiser des élections en 2016 en s'appuyant sur la violence, les violations répétées des libertés publiques et des droits humains ainsi que sur une Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) complètement à sa solde ;
3. Au terme du second et dernier mandat de Monsieur Kabila, le Rassemblement avait accepté, de bonne foi, de participer au dialogue organisé sous les auspices des Evêques de la CENCO en vue de trouver une solution apaisée à la crise politique ainsi créée ;
4. En sabotant la mise en œuvre de l'accord trouvé le 31 décembre 2016, Mr Kabila a, une fois de plus, démontré qu'il n'était pas un interlocuteur sérieux ; preuve suffisante que tel dialogue n'est pour lui qu'un moyen de baisser la tension afin de demeurer indéfiniment au pouvoir ;
5. Par ailleurs, étant donné que la CENI s'est montrée incapable de confectionner un fichier électoral fiable, rendant ainsi matériellement impossible l'organisation des élections honnêtes dans le délai prévu par l'Accord de la Saint Sylvestre, le Rassemblement a réaffirmé sa position dégagée lors de son deuxième Conclave tenu à Kinshasa, à savoir : qu'il y ait élections ou pas, Monsieur Kabila doit partir au plus tard le 31 décembre 2017 ;
6. Pour le Rassemblement, seule une transition sans Monsieur Kabila est une option viable. Il faudra alors mettre en place un gouvernement de transition dirigé par des congolais intègres et compétents ayant pour mission essentielle d'organiser des élections crédibles, favoriser l'alternance démocratique et permettre le retour à l'ordre constitutionnel. Les animateurs de cette transition ne participeront pas aux élections post-transition ;

Telle est la substance de la position du Rassemblement, communiquée à Monsieur Moussa Faki, Président de la Commission de l'Union Africaine, lors de cette rencontre.

Fait à Kinshasa, le 30 septembre 2017

Pour le Rassemblement

Pierre LUMBIORONGO
Président du Conseil des Sages